

Notre économie est mal gérée

L'économie algérienne est toujours en attente d'une politique économique qui inscrive la croissance dans la durée, qui conduise à une diminution des importations et qui ouvre des perspectives de création d'emplois pour la jeunesse ruinée par le chômage.

Les conditions financières sont réunies, les potentialités sont sérieuses et nombreuses, les occasions sont incontestables.

Pourquoi donc «la mayonnaise n'arrive-t-elle pas à prendre»? Les économistes sont nombreux à être perplexes et ne sont pas loin de conclure à l'incompétence de ceux qui «sont aux affaires» (cf. une intervention du professeur Benissad au symposium du FCE). Trop d'hésitations, trop d'incohérences, trop d'empirisme et de tâtonnements. Que de temps (et d'argent) perdus!

On sait que la fin des années 80 et le début des années 90 ont été marqués pour l'économie algérienne par une sérieuse récession accompagnée d'une forte inflation et d'un important chômage. L'état de la dette publique tant externe qu'interne a contraint les pouvoirs publics à de sévères programmes de stabilisation macro-économique et d'ajustement structurel sous contrôle du Fonds monétaire international. Ces programmes ont eu un fort coût social. Qui pourrait dire aujourd'hui le contraire? Mais la situation financière, tant interne qu'externe du pays, a été assainie et ces programmes ont permis, dans le sillage d'un marché pétrolier mondial favorable, de réunir les conditions d'un redémarrage de l'économie nationale.

En 2001, un premier plan de relance économique (de 7 milliards de dollars) est adopté, suivi par un second programme quinquennal de consolidation de la croissance 2005-2009

d'une enveloppe financière de quelque 144 milliards de dollars, puis d'un troisième programme d'investissements publics 2010-2014 de 240 mds de dinars. Ces trois plans financés par l'Etat ont ciblé une relance par la demande fondée sur d'importants investissements publics et une revalorisation des salaires visant à stimuler la consommation. Les résultats obtenus en termes de croissance économique ont été en deçà des attentes mais ont tout de même atteint 3,5 points en moyenne annuelle, et 5,5 points hors hydrocarbures, sur la période. Cette croissance a été cependant à fort taux d'importations tant de biens et de services que d'activités de réalisation confiées à des entreprises étrangères.

En un mot, le multiplicateur a, semble-t-il, tout en produisant quelques effets, plus joué à l'extérieur qu'au sein de l'économie nationale, alors même que nous disposons d'énormes capacités oisives. Notre économie a souffert d'une politique débridée de déprotection et d'ouverture ainsi que de l'absence d'une politique de préférence nationale en faveur des entreprises locales. Nous aurions pu créer plus d'emplois, produire plus de recettes fiscales, consolider l'entreprise algérienne. En un mot, la relance par la demande se justifiait amplement au moins pour deux raisons essentielles : 1- Le rattrapage dans l'équipement du pays resté trop longtemps sans investissements d'infrastructures de base. 2- Une relance de la consommation et de l'investissement maintenus sous l'éteignoir durant les quatre années d'accord avec le FMI. Mais dans le même temps, cette relance par la demande aurait produit plus d'effets positifs si elle avait été accompagnée d'une politique de l'offre qui aurait permis à l'en-

treprise algérienne d'être pleinement un acteur dans le nouveau dynamisme attendu de l'économie nationale.

Le marché intérieur n'a, en effet, cessé de s'élargir sous l'effet d'une hausse appréciable des salaires de l'ensemble des catégories socio-professionnelles et de la propension des ménages algériens à consommer comme s'ils avaient décidé de rattraper les retards des «années de pénurie».

Aujourd'hui, l'ancrage dans la durée de la croissance économique et l'amélioration des scores atteints passent nécessairement par une politique de l'offre qui met l'entreprise, et notamment l'entreprise privée qui produit l'essentiel de la valeur ajoutée hors hydrocarbures, au centre des préoccupations de politique économique. Le récent symposium organisé par le Forum des chefs d'entreprise l'a encore fortement rappelé.

Que peut être une politique de l'offre dans le contexte économique actuel de notre pays?

L'un des paradoxes de la relance économique en Algérie est que — comme nous venons de le signaler — le multiplicateur joue à l'extérieur (ce que traduit l'explosion des importations) au moment même où, comme nous venons de le rappeler, des capacités de production oisives sont disponibles, que le taux d'inactivité notamment des jeunes est important dans le pays. Cette relance mise en œuvre dès la fin de l'année 2001 bute aujourd'hui sur deux obstacles majeurs :

1-/ L'insuffisance de l'offre nationale expliquée déjà par toutes ces capacités oisives et surtout une insuffisance d'investissements productifs.

2-/ L'ouverture internationale débridée et la déprotection de l'économie nationale encore bien fragile.

L'entreprise algérienne n'arrive pas à décrocher des parts sur son propre marché intérieur. Derrière cette absence de compétitivité, il y a plusieurs facteurs qui plombent les performances de cette entreprise.

Rappelons que la politique de l'offre se fonde sur l'analyse selon laquelle la récession économique ou même la croissance atone s'expliquent par le découragement des entrepreneurs à livrer une bataille perdue d'avance pour cause de prélèvements obligatoires très lourds, de politique de crédit restrictive amplifiée par un système bancaire peu efficace, de marché du travail très rigide où les difficultés à recruter et à licencier sont réelles.

Ces caractéristiques se retrouvent bien évidemment dans le contexte économique algérien qui a, en plus, ses particularités pénalisantes : 1- La mise à niveau des entreprises qui devait faire suite à l'ouverture de l'économie accuse un retard considérable. 2- L'expansion du secteur informel met à bas la loi sur la concurrence et pénalise fortement le secteur des entreprises qui subissent une concurrence déloyale. 3- La main-d'œuvre qualifiée est rare. 4- La protection tarifaire est l'une des plus faibles sinon la plus faible du pourtour méditerranéen.

Par ailleurs, le climat des affaires est décourageant : la lourdeur des procédures, les difficultés d'accès au foncier industriel, l'absence de banque d'investissement sont des contraintes réelles et connues des entrepreneurs mais aussi des policy-makers.

La politique de l'offre qui est attendue des pouvoirs publics doit viser à libérer l'entreprise de toutes ces contraintes : diminution de la pression fiscale, diminution des autres charges obligatoires qu'elle doit payer, mise en place d'une



Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

politique de crédit moins restrictive avec abaissement des taux d'intérêt et assouplissement des barrières à l'accès au crédit bancaire, mise en œuvre d'un véritable programme d'investissement où l'Etat joue le rôle de facilitateur et d'accompagnateur de l'investisseur privé national, flexibilité sur le marché du travail tout en assurant la sécurité du travailleur, faciliter les recrutements mais aussi les fins de contrat qu'on doit amortir par des politiques de sécurisation des travailleurs.

La croissance économique se fabrique d'abord dans l'entreprise ; la création de l'emploi aussi. Il est temps que l'Etat élabore et mette en application une politique complète, cohérente et déterminée, en faveur de l'entreprise, une véritable stratégie d'appui à la PME. Bien évidemment, l'importance de la tâche et de son enjeu nécessite bien plus que le ministère actuel en charge de cette question, un ministère aujourd'hui bien marginal, et les quelques mesures prises à l'occasion de la tenue de sessions de la tripartite.

A. B.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Vas-y ! Décroche ! Je m'appelle !

Terrorisme. Un Iranien d'origine algérienne encerclé dans une villa sur les hauteurs d'Alger, à Hydra.

Donnez l'assaut bon Dieu ! Qu'est-ce que vous attendez ?
Donnez l'assaut !

L'actualité est aux législatives, mais c'est à la présidentielle que va ma pensée aujourd'hui. J'ai peur ! Oui, je l'avoue, j'ai peur de clamer, de passer l'arme à gauche, de crever, de mourir sans jamais lire cette information : «Algérie. Le Président sortant X a appelé au téléphone son concurrent le candidat Y et a tenu à le féliciter pour sa victoire à l'élection présidentielle.» Juste cette phrase entendue encore l'autre jour, mais dans un autre pays d'Afrique, le Sénégal. Je suis né, j'ai vécu, je vis et je risque de me casser sans que mes oreilles ne soient délicieusement bercées par ce coup de fil. Pourtant, c'est quoi ? Trois fois rien, au fond. Il faut un président sortant. On en a un. C'est une chance, on en a même un qui n'arrête pas de sortir pour rentrer par la même porte. Il nous faut aussi un téléphone. Ça doit pouvoir se trouver dans cette grande et généreuse bâtisse blanche qui sert de Palais présidentiel. Et il nous faut un outsider victorieux. Là, par contre, ça se gâte ! On n'a jamais eu ça sous la main en Algérie. Eh oui ! Jamais ! Le Sénégalais Wade a pu appeler le Sénégalais Macky Sall. L'Algérien Abdekka n'a pu appeler aucun autre algérien. Ce qui en soi, en démocratie pose un problème d'ordre pratique. Que fait un président sortant lorsqu'il n'a aucun concurrent victorieux à appeler pour le féliciter. Il s'appelle ! Bien sûr ! Comment n'y ai-je pas pensé plus tôt ? Il compose son propre numéro et s'appelle. Que fait-il une fois son

numéro composé et l'appel lancé ? Il se répond, bien évidemment. Parce qu'il est poli, et parce qu'il a reconnu le numéro sur l'afficheur. Normal, c'est le sien. Une fois le combiné décroché, que fait-il ensuite ? Il dit «bonjour, comment ça va ?» Et il répond aussitôt «très bien merci ! Et toi ?» En théorie, là, il ne poursuit pas sur le chapitre santé et salama-lecs, sinon, on n'est pas sorti de l'auberge et la communication risque de durer des heures, le tout chiffré sur le dos du contribuable. Et donc, il va droit au but et... s'auto-félicite ! «Bravo pour ta victoire ! Je reconnais ma défaite !» Ensuite, il raccroche le combiné, se passe la main dans les cheveux (enfin...) en signe de devoir accompli et rempile pour 5 nouvelles années. Oui ! Oui ! Je sais, vous vous dites que c'est un cercle infernal, une suite sans fin. Peut-être. Et peut-être pas. Imaginez juste un instant qu'un jour, le président sortant, à l'issue d'un énième scrutin où il se succède à lui-même, s'appelle comme de coutume au téléphone pour s'auto-féliciter comme il nous y a habitués, et qu'à l'autre bout du même fil raccordant le même appareil, rien ! Personne ne décroche ! Mon Dieu ! Le bug. La faille. La panne. Dès lors, devant ce scénario unique, jamais envisagé par le Conseil constitutionnel, celui qui s'appelle sur son propre numéro et qui ne se répond pas à lui-même n'a plus qu'un seul choix. Raccrocher. Puis, décrocher. Définitivement. Nous serons alors nombreux à lui téléphoner pour le féliciter. S'il répond, c'est bien. S'il ne répond pas, ce n'est pas grave, on lui laissera un message. Dans la boîte vocale de son successeur. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.